

COMMUNIQUE DE PRESSE

LES ORGANISATIONS ASSOCIATIVES, SYNDICALES ET POLITIQUES DU PUY DE DOME SIGNATAIRES DE CE COMMUNIQUE DE PRESSE APPELLENT A PARTICIPER A LA MANIFESTATION COMMUNE QUI AURA LIEU SAMEDI 17 AVRIL A 14H A CLERMONT-FERRAND, EN SOUTIEN A TOUS LES SALARIES DE LA CULTURE ET DU SPECTACLE ET CONTRE LA LOI SECURITE GLOBALE, L'ETAT D'URGENCE ET TOUTES LES MESURES LIBERTICIDES QUI EN DECOULENT (CONFINEMENT, DECRETS SUR LE FICHAGE, LOI SEPARATISME...).

« MARCHÉ COLOREÉ POUR DÉFENDRE NOS LIBERTÉS » SAMEDI 17 AVRIL A 14H A CLERMONT-FERRAND

Elles rappellent que les professionnels de la culture et du spectacle, qui subissent une précarité insupportable, ont décidé d'occuper la Comédie de Clermont-Ferrand depuis le 15 mars dernier et n'ont de cesse de manifester leurs inquiétudes qui témoignent de la souffrance engendrée par la fermeture des lieux de culture et de spectacle. Ces mesures, permises par l'Etat d'Urgence permanent vont de paire avec toutes les mesures liberticides que nos organisations combattent depuis des mois.

Les organisations signataires rappellent également leur exigence de retrait de la loi de Sécurité Globale, qui dans son article 1A bis pénalise lourdement et met sous scellé tout logement, locaux, lieux occupés sans droit ni titre, c'est une attaque sans précédent contre les squats militant.e.s, d'habitant.e.s,

Elles exigent la fin de l'Etat d'urgence et de toutes les mesures de privation des libertés démocratiques, individuelles et collectives. Elles condamnent également avec la plus grande fermeté les menaces de dissolution faites à l'encontre de l'UNEF !

Elles appuient les revendications formulées par la culture en danger :

- la réouverture des lieux de culture dans le respect des consignes sanitaires ;
- une abrogation des arrêtés préfectoraux interdisant les manifestations artistiques dans l'espace public ;
- la prolongation de l'année blanche d'une année à partir de la reprise totale du secteur pour les intermittents du spectacle ;
- une baisse du seuil d'heures minimum d'accès à l'indemnisation chômage pour les primo-entrants ou intermittent.e.s du spectacle en rupture de droits ;
- le rattrapage et l'extension de l'année blanche aux artistes auteurs ainsi qu'à tous les intermittents du travail
- une révision immédiate de la prime d'activité injuste envers les travailleurs à revenus irréguliers ;
- un retrait pur et simple de la réforme de l'assurance chômage;
- l'extension du RSA au jeunes dès 18 ans ;
- des moyens pour garantir les droits sociaux dont les caisses sont menacées par l'arrêt des cotisations ;
- pour les congés maternités et maladie, des garanties d'accès à tous les travailleurs à l'emploi discontinu et artistes auteurs ;
- un plan massif de soutien à l'emploi culturel en concertation avec les organisations représentatives des salarié.e.s de la culture ;
- des dispositifs d'aide à la diffusion physique de spectacles vivants sur tout le territoire avec des moyens financiers et logistiques conséquents.
- Non à la dématérialisation de la culture ;
- Un maintien et une sanctuarisation des budgets de la culture ;
- Des mesures d'urgence face à la précarité psychologique et financière des jeunes mineurs isolés et des étudiants.

Organisations signataires :

AFPS63, ATTAC63, Les Amis de l'Huma, Droit au Logement 63, France Insoumise 63, Libre Pensée 63, Ligue des Droits de l'Homme 63, Nouveau Parti Anticapitaliste 63, Parti de Gauche 63, Parti Ouvrier Indépendant 63, SOLIDAIRES Auvergne, SUD Éducation, UNEF Auvergne.